



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Protection du patrimoine culturel

Question au Gouvernement n° 893

Texte de la question

PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL

Mme la présidente . La parole est à M. Maxime Michelet.

M. Maxime Michelet . Madame la ministre de la culture, avec le vol des bijoux de la couronne, ce dimanche, au Louvre, ce sont des souvenirs de famille qui ont été dérobés aux Français. La couronne de l'impératrice Eugénie, volée puis égarée et retrouvée brisée dans le caniveau, est devenue le symbole du déclin d'un pays hier tant admiré. Ce cambriolage est loin d'être un banal incident. C'est un crève-cœur pour tous les Français attachés à leur patrimoine historique et c'est une honte pour notre pays, incapable d'assurer la sécurité du plus grand musée du monde. Un monte-charge et une disqureuse auront en effet suffi à réaliser le casse du siècle.

Bien des questions se posent donc à propos de la sécurité de nos musées et de notre patrimoine, d'autant plus que les alertes n'ont pas manqué. En juin, le personnel du Louvre s'était mis en grève pour protester contre un dispositif sécuritaire déficient et, le 16 septembre, le Muséum national d'histoire naturelle avait déjà été victime d'un cambriolage.

Deux semaines plus tôt, le musée de Limoges était cambriolé. En 2024, c'était le musée de Paray-le-Monial. En 2017, la couronne de la Vierge de Fourvière disparaissait. Tous les mois, partout en France, des églises sont cambriolées et vandalisées. Partout, les signaux de sécurité sont au rouge.

Quelles mesures de sécurisation prévoyez-vous pour y répondre, madame la ministre ?

Mais une seconde question se pose, car le cambriolage du Louvre est la conséquence de manquements évidents. Et quand il y a des manquements, il y a des responsables. Aujourd'hui, en France, personne ne semble plus responsable de rien. « La faute à pas de chance », entendons-nous. Il est pourtant essentiel de faire la lumière sur les responsabilités en jeu, et le Parlement doit y participer en toute indépendance.

Ma seconde question est simple : quand les implications de chacun seront établies, exigerez-vous que les personnes concernées prennent leurs responsabilités ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de la culture.

Mme Rachida Dati, *ministre de la culture* . Vous avez raison : ce qui s'est passé dimanche n'est pas un banal incident mais une grave atteinte à notre patrimoine historique.

Vous avez également raison de rappeler que des alertes avaient été émises sur la sécurité depuis très longtemps – je dirais même depuis trop longtemps. Peu après sa nomination, la présidente du musée du Louvre avait d'ailleurs demandé – en 2022, en 2023 puis en 2024 – la réalisation d'audits de sécurité très précis. Les

préconisations et recommandations issues de ces études sont en cours de mise en œuvre. Je citerai la modernisation de la vidéosurveillance, dont certaines salles du musée n'étaient pas dotées, la refonte totale de l'ensemble des postes de contrôle (PC) de sécurité et la création d'un PC central, la mise en place de systèmes de protection périmétrique – c'est très important –, la refonte globale de tous les réseaux, fibre optique et informatique, soit des kilomètres de câbles. Tout cela prend du temps. Il y a deux raisons à ces délais : la contrainte bâtimementaire patrimoniale – pour changer une prise, il faut parfois quasiment détruire un mur – et les règles des marchés publics – de nombreux mois s'écoulent entre le lancement d'un marché et la réalisation des travaux.

Vous avez aussi raison quant aux responsabilités. Je ne suis pas de ceux ou de celles qui se dérobent.

Mme Anaïs Belouassa-Cherifi. Ce sont les colliers qui sont dérobés...

Mme Rachida Dati, ministre . Les enquêtes sont lancées et, s'il en ressort que des mesures doivent être prises, nous les prendrons.

Enfin, je conclurai avec une précision : la grève que vous évoquez n'a jamais eu lieu. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe DR.*)

Données clés

Auteur : [M. Maxime Michelet](#)

Circonscription : Marne (3^e circonscription) - Union des droites pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 893

Rubrique : Patrimoine culturel

Ministère interrogé : Culture

Ministère attributaire : Culture

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 octobre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 22 octobre 2025